

éveiller chez eux d'espérances prématurées. Bien des choses témoignent aujourd'hui que les patriotes hongrois ont été amenés à croire qu'ils seraient soutenus et qu'ils attendaient de l'aide, comme l'ont signalé certains d'entre eux à leur arrivée au Canada. Ils ne savaient pas de quel côté viendrait cette aide, mais ils y comptaient.

C'est terrible de leur faire croire qu'ils obtiendront de l'aide alors que nous n'avons pas d'organisme qui puisse la donner. Dès qu'il sera possible de le créer, il faudra le faire et le tenir prêt à partir pour les pays comme la Hongrie. A mon avis, ce sont surtout les émissions sur ondes courtes, destinées aux pays lointains, qui sont responsables de cet espoir prématuré et il faudrait être très prudent à cet égard, à l'avenir.

Pour conclure, je résumerai ma façon d'envisager la situation à l'heure actuelle. A cette fin, je ne puis trouver de termes plus appropriés que ceux de Selwyn Lloyd. Les voici :

Il ne faut pas prendre trop au tragique les divergences de vues entre la Grande-Bretagne et les États-Unis au sujet du Moyen-Orient.

C'est exact, à mon avis.

D'autre part, on aurait tort également d'en diminuer l'importance et de prétendre qu'il ne sera pas difficile de redonner à notre alliance son caractère d'intimité.

La crise peut fournir une excellente occasion qui peut-être ne se présentera plus jamais. On a mis fin à une guerre rapidement; une force internationale a été constituée; la pénétration russe a été démasquée. Le monde libre peut profiter de cet état de choses. Oubliant le passé, les États-Unis et les pays du Commonwealth doivent maintenant aller de l'avant avec résolution et détermination; ils doivent profiter de l'occasion et sauvegarder les progrès réalisés. Notre amitié et notre collaboration feront une fois de plus l'espoir du monde.

L'histoire de la Grande-Bretagne et de la France est une longue série de sacrifices et de nobles idées au service de la justice et de la liberté dans le monde. Je n'ai jamais perdu confiance en ces pays et j'estime que nous devons les encourager, dans la pleine mesure possible, dans leur détermination de rétablir une fois de plus la solidarité du monde libre.

J'aurais préféré prendre la parole après le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et après le ministre de la Défense nationale car j'aurais aimé entendre l'expression de leurs opinions sur les événements qui ont abouti à la situation actuelle. Une foule de renseignements nous manquent. Comme j'ai dû prendre la parole avant eux, je voudrais me réserver le droit de parler de nouveau lorsque nous serons saisis de la résolution que le ministre des Finances (M. Harris) soumettra sans doute à la Chambre. J'aurai plusieurs questions à poser à ce moment-là.

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je suis reconnaissant à l'honorable représentant de Peace-River (M. Low) d'avoir conclu son discours comme il l'a fait, car il m'a fourni le moyen de prononcer le mien. Je laisserai toutes les questions de grande politique au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au ministre de la Défense nationale et à d'autres qui sont plus compétents que moi pour exposer ces questions. Mais il y a dans l'amendement qui a été présenté cet après-midi par l'honorable député de Dufferin-Simcoe une partie qui se rapporte directement à une des fonctions du gouvernement dont je suis comptable à la Chambre. La quatrième partie de cet amendement se lit ainsi:

4. n'aient pas agi rapidement et de façon satisfaisante pour donner refuge aux patriotes de Hongrie et d'autres pays assujétis au joug cruel de la Russie.

Je vais chercher aussi objectivement et aussi impartialement que possible à exposer la situation ainsi qu'elle m'a été rapportée et ainsi que je comprends exactement le problème. Je chercherai aussi exactement que possible à indiquer ce que le gouvernement du Canada a accompli jusqu'ici à cet égard.

Comme les députés le savent, les Russes ont marché contre la Hongrie le dimanche 4 novembre et ont commencé à mitrailler les gens d'une façon affreuse, non seulement à Budapest, mais dans toute la Hongrie. Presque aussitôt, un flot de réfugiés a franchi la frontière de l'Autriche; il ne cesse de s'écouler, accentuant chaque jour les difficultés qu'éprouve le Gouvernement de ce pays.

L'Autriche a improvisé des camps pour l'accueil temporaire de ces réfugiés, qu'elle désire acheminer vers d'autres pays le plus tôt possible. Ce n'est pas qu'elle soit inhospitalière; elle veut seulement utiliser ses ressources limitées pour prendre soin des nouveaux arrivants d'outre-frontière.

Le 6 novembre au matin, j'ai donné des instructions à notre bureau de Vienne pour que l'on accorde la priorité aux demandes émanant de ces réfugiés hongrois; j'ai ordonné que de telles demandes soient aussitôt étudiées, ajoutant que si le gouvernement de l'Autriche désirait nous voir prendre d'autres mesures pour atténuer la situation, nos fonctionnaires devraient nous en faire part. Le bureau devait signaler aussi vite que possible combien il faudrait de personnel supplémentaire et on l'a pleinement autorisé à engager sur place toute aide nécessaire à cette fin. On lui a dit que nous transférerions sans retard le personnel de tout autre